



CANADA

The Permanent Mission of Canada
to the United Nations
at Geneva

La Mission permanente du Canada
auprès des Nations Unies
à Genève

check against delivery

Statement on Cluster 1

Non-Proliferation and Disarmament

**2008 NPT Preparatory Committee
April 28- May 9, Geneva**

Geneva, 30 April 2008

vérifier à l'audition

Déclaration concernant le groupe 1

Non-prolifération et désarmement

**Comité préparatoire de la Conférence d'examen du TNP de 2008
du 28 avril au 9 mai, à Genève**

Genève, le 30 avril 2008

Thank you Mr. Chairman,

Canada is committed to the ultimate elimination of nuclear weapons.

It is important to remember that up to 40 states have the knowledge and technology to develop nuclear weapons rapidly and that number is growing. A collapse of the NPT non-proliferation regime could trigger a jump in the number of states with nuclear weapons.

In addition, there remains the prospect of terrorists acquiring and using nuclear weapons. Canada remains committed to implementing Security Council Resolution 1540. We also welcome efforts, such as the Global Initiative to Combat Nuclear Terrorism. We must remain vigilant to ensure that we never suffer an act of nuclear terrorism.

We welcome the reductions made by the United States and Russia to their nuclear arsenals, particularly the commitments made within the framework of the Moscow Treaty. We urge them to extend the START verification arrangements beyond 2009 and to lock in the gains made with the Moscow Treaty. We also look forward to hearing more about the initiative to multilateralize the INF Treaty.

We welcome the UK's plans to reduce its stockpile from 200 to less than 160 warheads and the UK/Norwegian initiative to convene P5 experts to discuss nuclear disarmament verification mechanisms. We also applaud France's recent decision to reduce its arsenal to fewer than 300 nuclear warheads. That is half of the maximum held during the Cold War. We also look forward to more detailed information on Russian and Chinese nuclear weapons stockpiles.

Measuring disarmament merely in terms of the overall number of weapons eliminated has its limitations. Global stockpiles of weapons and fissile material remain too high, and some states are actually seeking to strengthen their weapons capacity. The DPRK has tested a nuclear device and other states, notably Iran, may be seeking to acquire nuclear weapons. Our preference is the destruction of obsolete weapons rather than their replacement or retention within a stockpile. At a minimum, replacement programs must lead to an overall reduction of nuclear arsenals, lessen the risk of accidents, and obviate the need for renewed nuclear testing.

We welcome the information provided by the Nuclear-Weapon States on their holdings. However, overall there is still a lack of reliable open-source information. We commend those States that provide reports on the implementation of Article VI and encourage all States that have not done so to submit reports. We also invite the Nuclear-Weapon States to provide additional briefings on their nuclear arsenals, policies and doctrines. Such briefings would enhance transparency and build confidence among Nuclear and Non-Nuclear-Weapon States.

The 13 Practical Steps adopted at the 2000 NPT Review Conference provide objective benchmarks against which we can measure progress. We warmly congratulate the six states that have ratified the CTBT since the 2007 NPT PrepCom, particularly Colombia, whose ratification reduced to nine the number of ratifications required for the Treaty's entry into force. Ratification by all Nuclear-Weapon States would send a particularly powerful message to the rest of the international community. Another unfulfilled step mandated by the 2000 NPT Review Conference is the negotiation of a Fissile Material Cut-Off Treaty. We call on those few states that continue to block consensus in the Conference on Disarmament to support the draft program of work contained in CD document 1840. It is time for the world's forum for negotiating disarmament treaties to get back to work.

Thank you Mr. Chairman.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Le Canada est résolument en faveur de l'élimination définitive des armes nucléaires.

Il est important de rappeler qu'une quarantaine d'États possèdent les connaissances et la technologie nécessaires pour produire rapidement des armes nucléaires, et que ce nombre augmente constamment. L'effondrement du régime de non-prolifération instauré par le TNP pourrait déclencher une brusque augmentation du nombre d'États dotés d'armes nucléaires.

Il reste également la possibilité que des terroristes se procurent et utilisent des armes nucléaires. Le Canada demeure résolu à mettre en œuvre la résolution 1540 du Conseil de sécurité. Nous nous félicitons également des efforts tels que l'Initiative mondiale pour lutte contre le terrorisme nucléaire. Nous devons rester vigilants afin de nous assurer de ne jamais être victimes d'un acte de terrorisme nucléaire.

Nous accueillons avec satisfaction les réductions que les États-Unis et la Russie ont apportées à leurs arsenaux nucléaires, en particulier les engagements qu'ils ont pris dans le cadre du Traité de Moscou. Nous les exhortons à reconduire les mécanismes de vérification START au-delà de 2009 et à sauvegarder les acquis relatifs au Traité de Moscou. Nous sommes également impatients d'en savoir plus sur l'initiative visant à donner une dimension multilatérale au Traité FNI.

Nous accueillons avec satisfaction les projets du Royaume-Uni de faire passer son arsenal à moins de 160 ogives au lieu de 200 ainsi que l'initiative conjointe du Royaume-Uni et de la Norvège d'inviter des experts du P5 à discuter des mécanismes de vérification du désarmement nucléaire. Nous nous réjouissons de la décision récente de la France de réduire à moins de 300 le nombre de ses ogives nucléaires. C'est la moitié du nombre maximum d'engins nucléaires qu'elle possédait durant la guerre froide. Nous serons heureux d'obtenir de plus amples renseignements sur les stocks d'armes nucléaires russes et chinois.

Mesurer le désarmement simplement en fonction du nombre total d'armes éliminées comporte ses limites. Les stocks mondiaux d'armes nucléaires et de matières fissiles demeurent trop élevés, et certains États cherchent actuellement à renforcer leur capacité de fabrication d'armes. La République populaire démocratique de Corée (RPDC) a testé un engin nucléaire et d'autres États, notamment l'Iran, pourraient chercher à acquérir des armes nucléaires. Nous préférons que les armes désuètes soient détruites plutôt que remplacées ou gardées en stock. Les programmes de remplacement doivent tout au moins permettre de diminuer globalement les arsenaux nucléaires, de réduire le risque d'accident et d'éviter de devoir procéder à de nouveaux essais nucléaires.

Nous accueillons avec satisfaction l'information sur leurs arsenaux communiquée par les États dotés d'armes nucléaires. Mais dans l'ensemble, l'information de source ouverte et fiable demeure insuffisante. Nous félicitons les États qui présentent des rapports sur la mise en application de l'article VI et nous encourageons tous les États qui ne l'ont pas encore fait à remettre leurs rapports. Nous invitons également les États dotés d'armes nucléaires à tenir d'autres séances d'information sur leurs arsenaux, leurs politiques et leurs doctrines nucléaires. Ces séances favorisent la transparence et l'établissement de liens de confiance entre les États dotés et les États non dotés d'armes nucléaires.

Les 13 étapes pratiques adoptées en 2000 à la Conférence d'examen du TNP servent de points de référence objectifs pour mesurer les progrès accomplis. Nous félicitons chaleureusement les six pays qui ont ratifié le TICEN depuis la réunion du Comité préparatoire du TNP de 2007, en particulier la Colombie, ce qui a permis de réduire à neuf le nombre de ratifications requises pour l'entrée en vigueur du Traité. La ratification du TICEN par tous les États dotés d'armes nucléaires enverrait un message fort au reste de la communauté internationale. La négociation d'un traité sur l'interdiction de produire des matières fissiles est une autre étape non encore franchie, mais qui avait été prévue par la Conférence d'examen du TNP de 2000. Nous demandons aux quelques pays qui continuent de bloquer le consensus à la Conférence du désarmement d'appuyer le programme de travail provisoire décrit dans le document 1840 de cette conférence. Il est temps que cette enceinte internationale vouée à la négociation des traités de désarmement de se remette au travail.

Merci, Monsieur le Président.